

Le Burundi menace de retirer son contingent de Somalie

La Libre Belgique, 27 février 2019 Pour protester contre la « discrimination » que constitue, selon le Burundi, la demande de l'Union africaine (UA) que ce pays rapatrie un cinquième de son contingent en Somalie, le ministre burundais de la Défense menace de retirer tous les soldats burundais.

En décembre dernier, l'Union africaine avait demandé au Burundi de rapatrier 1000 de ses 5432 soldats en Somalie pour la fin février 2019. Le Burundi est le deuxième fournisseur de troupes à l'Amisom (African Union Mission in Somalia) les casques « blancs » de l'Union africaine), après l'Ouganda (6223 hommes) et devant l'Éthiopie (4395), le Kenya (3664) et Djibouti (1000). Ce retrait fait partie des plans de l'Union africaine pour redéployer ses casques blancs en Somalie, alors qu'une Armée nationale somalienne commence petit à petit à remplacer les troupes étrangères. La Somalie n'a plus d'État depuis l'effondrement du régime Siad Barre en 1991; les efforts internationaux visent à reconstituer un État. Problème aigu de matériel Les premières réductions de troupes étrangères ont eu lieu en décembre 2017. L'Ouganda avait alors retiré 250 militaires, le Burundi 217, l'Éthiopie 176, le Kenya 146 et Djibouti 40. La logique, selon Bujumbura, aurait été de partir de la même manière le retrait de 1000 hommes prévu pour être achevé ce 27 février. Selon un haut responsable de l'Union africaine cité par l'AFP, cependant, « comme le contingent burundais est un problème aigu de matériel (NDLR: militaire), on a décidé de ne rapatrier que des soldats burundais ». Certains observateurs remarquent, en outre, que le régime Nkurunziza semble se moquer de la médiation dans la crise intraburundaise confiée par l'Union africaine à l'East African Community. La décision de l'UA a provoqué la colère de Bujumbura. Le 19 février, le président somalien Mohamed Abdullahi Farmajo s'est rendu à Bujumbura à l'invitation du ministre burundais, Pierre Nkurunziza. A l'issue de la rencontre, les deux chefs d'État ont réclamé du nouveau président de l'UA, l'Égyptien Al Sissi, un sommet « urgent » des pays contributeurs de troupes pour l'Amisom de parvenir à une situation consensuelle et juste. L'Union africaine n'a pas encore répondu officiellement à la demande. La semaine dernière, le ministre burundais de la Défense, Emmanuel Ntahomvukiye, a menacé de retirer la totalité du contingent burundais en Somalie si la décision est injuste de l'UA n'aurait pas rapporté. Mais pourquoi Bujumbura tient-elle tant à garder un fort contingent en Somalie? L'armée burundaise est forte de quelque 20.000 hommes (chiffre donné par l'International Institute for Strategic Studies de Londres pour 2012), c'est-à-dire le quart de ses troupes actives qui sont en Somalie, alors que le pays doit faire face à des rébellions internes. Selon l'Olucome (Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques), une ONG burundaise citée par notre confrère de Bujumbura Iwacu, les autorités burundaises « tirent beaucoup de profits » de la mission au sein de l'Amisom, « aux dépens des militaires ». L'Olucome a toujours dit que l'argent tiré de l'Amisom alimente le budget général de l'État. Dans un article de décembre dernier, Athanase Karayenga, de la Fondation Bene Burundi, rapportait les propos de militaires: « S'engager dans le contingent de l'Amisom vaut bien mieux que rester au Burundi même un officier ne peut acheter avec sa solde une parcelle pour bâtir une maison. Vaut mieux faire partie du contingent de l'Amisom et faire face aux risques. Si tu échappes à la mort ou aux blessures, tu espères un sort meilleur une fois rentré au pays. A cause de la situation de pauvreté qui sévit au Burundi et en raison de la modicité des salaires, nous nous engageons dans l'Amisom comme pour fuir ». Près de deux millions de dollars par mois Selon la même source, le gouvernement de Pierre Nkurunziza retient presque la moitié de la solde de ses soldats payés par l'Amisom: 660 dollars arrivent in fine au soldat burundais sur les 1028 dollars que lui paie la force africaine. Et ces dollars sont changés par la Banque centrale du Burundi à un taux très inférieur à celui pratiqué par les bureaux de change libéraux. Le gouvernement tient donc au maintien de son contingent, puisqu'il lui rapporte chaque mois un peu moins de deux millions de dollars (660 dollars x 5432 hommes). Cette somme retenue par le gouvernement est supposée servir à améliorer les conditions générales de l'armée, mais ni l'équipement ni le blanchiment supplémentaires ne sont à l'abri. La somme est précieuse dans un pays plongé dans la misère par l'aggravation de la crise politique burundaise. Cette aggravation a été suscitée, depuis avril 2015, par la volonté de Pierre Nkurunziza de se présenter à un troisième mandat expressément interdit par l'Accord de paix d'Arusha, qui mit fin à la guerre civile (1993-2005; 300.000 morts). Le Burundi est aujourd'hui plongé dans un profond marasme économique, qui a réduit à néant les progrès enregistrés depuis la fin de la guerre civile. Par Marie-France Cros

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});